

J'aimerais féliciter le ministre d'État (M. Lang), le ministre de l'Agriculture (M. Olson) et leurs collègues de leur empressement à avancer des sommes considérables pour remédier à la situation actuelle. Par contre, j'approuve sous bien des rapports l'orateur précédent. La solution à tout ce problème n'est pas de laisser en friche des millions d'acres mais de chercher activement un marché. Les Canadiens, pleins d'énergie, de vigueur et de vitalité nous dit-on, ne peuvent se permettre de laisser les nations exportatrices de blé profiter des débouchés, tandis qu'eux se tourneraient les pouces.

Depuis mon arrivée à la Chambre, il y a environ un an, et je tiens à parler avec le plus grand respect des commissions comme la Commission canadienne du blé—je me suis entretenu avec de nombreux cultivateurs qui m'ont informé de la situation terrible dans laquelle ils se trouvaient avant l'établissement de la Commission du blé. Je suis certain que cette Commission a fait autrefois un travail remarquable. Néanmoins si nous regardons comment elle s'y prend pour vendre le blé dans le monde, nous devrions acheter pour chacun de ses membres cinq paires de pantalons, car ils doivent en user le fond en restant assis à ne rien faire. On ne vend pas de blé assis autour de la table de conférence à Winnipeg ou ailleurs. Pour vendre du blé il faut aller là où les gens ont faim et ont l'argent nécessaire pour acheter le produit. S'il arrive que quelqu'un coupe les prix, à nous de le faire aussi, et cela sans attendre six mois, mais dans les cinq minutes qui suivent. Les Canadiens ne l'ont pas fait. Ni le gouvernement actuel, ni son prédécesseur n'ont eu assez d'énergie pour quitter leurs fauteuils...

M. Benjamin: Le député me permettrait-il une question?

M. Whicher: Dans les circonstances, j'espère qu'elle sera amicale.

M. Benjamin: Le député affirme que nous devrions faire face à la concurrence en baissant les prix. Entend-il par là que nous devrions le faire aux dépens des agriculteurs ou que le gouvernement du Canada devrait combler l'écart?

M. Whicher: Voilà une question très loyale. Il ne faudrait pas acculer les agriculteurs à la faillite à cause des bas prix. D'autre part, je signalerai que les producteurs laitiers de l'Est subventionnent eux-mêmes leurs produits, de 6c. la livre aux 20c. normalement payés. C'est

[M. Whicher.]

là un procédé normal. En ma qualité de citoyen de l'Est, je dis franchement que la question du député est embarrassante, car je n'ai pas fait assez de recherches sur la question. Cependant, si les agriculteurs de l'Ouest ont le sens des affaires, et à mon avis ils l'ont, ils voudront écouler leur blé à un prix inférieur plutôt que de le garder pendant deux ou trois ans et payer 10 p. 100 d'intérêt sur les sommes empruntées. Je le dis avec les meilleures intentions. D'abord, je ne laisserais pas les Yankees me damer le pion. Ils pourraient prendre de l'avance en matière d'armement des pays étrangers, mais lorsqu'il s'agit de la vente du blé, nous pouvons faire aussi bien qu'eux. Nous parlons la même langue. Et je refuse l'infériorité en ce domaine. J'ai dit toutes ces choses-là déjà.

• (8.30 p.m.)

Le comité de l'agriculture de la Chambre des communes a entendu l'autre jour des représentants du bureau du ministre d'État (M. Lang). On a mentionné des perspectives de vente de blé à la Roumanie. Le ministre, à juste titre, me semble-t-il, en réponse à une question posée par un député de l'opposition, a indiqué qu'une telle vente aurait été stupide, car les Roumains, après avoir acheté le blé à bon marché, l'auraient peut-être revendu sur les marchés mondiaux. J'ai interrogé les représentants du ministère sur le sujet et ils m'ont dit que, de fait, deux Canadiens étaient en train de vendre du blé en Europe orientale.

Monsieur l'Orateur, pourquoi deux Canadiens seulement s'occupent de vendre du blé alors que nous en avons un milliards de boisseaux à vendre? Nous devrions avoir 50 personnes en Europe orientale, à cette fin; n'en avoir que deux me semble à moi inacceptable. Nous avons besoin de dynamisme et d'initiative. On ne peut vendre du blé en siégeant au cabinet à Ottawa; il faut se rendre dans des pays tels que la Pologne, la Russie et la Chine. Nous devrions y avoir des vendeurs en tout temps. C'est comme cela que se font les affaires; c'est comme cela que nous devrions procéder dans le cas actuel.

Je ne connais rien à la culture du blé, mais j'ai eu la chance d'apprendre à lire et je prétends que tous les Canadiens qui veulent savoir pourquoi la Commission canadienne du blé ne réussit pas à vendre notre blé n'ont qu'à lire les rapports. La Commission du blé a vendu du blé à environ 130 pays il y a quelques années. L'année suivante, elle n'en a